

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU 8 DECEMBRE 2014

Envoyé en préfecture le 17/12/2014

Reçu en préfecture le 17/12/2014

DELEGUES :	Affiché le	SEBA EAU
Nombre		79
Quorum		40
Présents		47
Pouvoirs		5
Votants		52
Abstentions		0
Suffrages exprimés		52
Majorité requise		27
Pour		52
contre		0

OBJET : N° 2.5. – FINANCES –

TARIFICATION SOCIALE – EXPERIMENTATION – PRINCIPE ET CANDIDATURE -

L'an deux mille quatorze, le huit du mois de décembre, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués énumérés ci-dessous.

Titulaires présents avec voix délibérative :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / CONSTANT Bernard (Balazuc) / VENDEVILLE Patrice (Banne) / MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / BALMELLE Robert (Berrias -Casteljau) / FAUGIER Christian(Chandolas)/ MME MOUTERDE Hélène et M. SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / MM. PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / GIRAUD Jacky (Chazeaux) / PASCAL Jean (Faugères) / LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / LEGENDRE Yves (Laurac en Vivarais) / BELLOT James (Meyras) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / AUDIBERT François (Ribes) / IMBERT Guy (Rocher) / CHARRIERE Jacques et PERBOST Serge (Ruoms) / DEVANCIARD Gilles (St Alban Auriolles) / GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruzières) / MERINE Philippe (St Privat) / OZIL Raymond (Sampzon) / DUGAS Laurent (Tauriers) / LECOSSOIS Jean-Marie (Uzer) / SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-Bains) / VEYRENC Eric (Vernon) / MANENT Pierre et GRASSET Guillaume (Vinezac)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> M. CIVIER Stéphane (Aubenas) / Mmes TOURRE Nathalie et CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) / M. BARALE Ange et Mme MAIRESSE Nadine (Vallon Pont d'Arc) ; <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> MM. BACCONNIER Jean-Claude et FALLOT Joseph <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB./ ST SERVIN :</u> M. DURIEU Jean-Marie <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> MM. GARRIDO Jean-Manuel (CDC Pays des Vans en Cévennes) / MANENT Pierre (CDC Vinobre)
--	---

Titulaires ayant donné procuration :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u> M. ROURISSOL Denis (St Privat) à M. MERINE Philippe Mme EL FARKH Marie (Vals-Les-Bains) à M. SAUBIN Philippe	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> M. IMMACOLATO Jean-Pierre (vallon Pt d'Arc) à M. BARALE Ange <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u> M. MARRON Jacques à M. Jean-Claude BACCONNIER M. UGHETTO René à M. Jean PASCAL
--	--

Titulaires excusés :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u> Mme CHAGOT Patricia (Grospièrres) / MM. CHARRON Claude et ORIVES Eric (Lalevade d'Ardèche) / VEYRENC Yves (Pont de Labeaume) / PETROLACCI Raymond (Prunet) / SERRE Michel (St Alban Auriolles) / MEISS Bernard (Saint Andéol de Vals) / BOISSEL Jean-Luc (Saint Julien du Serre) / JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / OLIVIER Robert (Sanilhac) / Mme CHARROUD Annie et M. SOUTEYRAND Marc (Ucel)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> Mme CHAGNOL Dominique et M. LADREYT Jean-Pierre <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> Mme CHAGNOL Dominique (CDC Gorges Ardèche)
---	---

Titulaires absents :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) / MM. FLAMBEAUX Patrice (Labeaume)/ PONTIER Jean-Yves et CLADT Bernard (Labégude) / CHAMBON Roland et BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aubenas) / ROSE Hermand et Mme AMET Maryse (Largentièrre) / MM. RISSE Michel (Malbosq) / RAMANMALI Angelin (Montréal) / GIBERT Alain (Rocles) / Mme KONARZEWSKI Jessica et M. ROURE Sébastien (Rosières) / Mme MESSAOUDI Simone (Ruoms) / M. AVIAS Cyrille-Christophe(Ucel)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. ETIENNE Claude (Chirols) / CONTESSO Franck (Fons) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u> M. CHAULET Edouard <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M. PONTIER Jean-Yves (CDC Aubenas-Vals)
---	---

Suppléants présents avec voix délibérative :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. MAURICE Fabrice (Grospièrres) / BAYONI Jacques (Pont-De-Labeaume) / PASCAL Mehdi (St Andéol-De-Vals) / FARGIER Gérard (St Pierre-De-Colombier) / Mme RODIER Ginette (Sanilhac)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> Mme RAOUX Chantal <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M. CHARRIERE Jacques (CDC Gorges de l'Ardèche)
--	---

Le Secrétaire de séance est : M. GRASSET Guillaume

- 1/2 -

« La Sigalière » – Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE

Tél. 04 75 89 96 96 – Fax : 04 75 89 96 97 – E.mail : administration@seba-eau.fr - Site internet : www.seba-eau.fr

La loi Brottes et plus particulièrement son article 28 ouvre la possibilité pour les Collectivités qui le souhaitent de mettre en œuvre une expérimentation pour un tarif social de l'eau. Le SEBA entend contribuer au débat et, si possible, être retenu pour mettre en œuvre son projet dès lors qu'il aura été validé par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie.

Compte tenu de la composition socio-économique des 23 000 usagers du SEBA, une étude sommaire sur une tarification progressive fait apparaître qu'un tiers d'usagers du SEBA vit sous le seuil de pauvreté, et que, a contrario, un autre tiers vit de l'économie touristique (hôtellerie de plein air, mais aussi gîtes, chambres d'hôtes et résidences secondaires). De ce fait, il est peu opportun de mettre en place un dispositif de gratuité des « premiers mètres-cubes qui avantagerait certes les usagers fragiles, mais dont bénéficieraient mutatis mutandis également les usagers propriétaires de résidence secondaire » par exemple.

Le SEBA, établissement public à caractère industriel et commercial a, de ce fait, l'obligation de couvrir l'intégralité de ses dépenses par les recettes de ses usagers. Il a mis en place depuis longtemps, et bien avant la loi WARSMANN, une formule de dégrèvement permettant de réduire la facture pour des raisons essentiellement techniques (fuite d'eau) sans réelle discrimination sociale. En revanche, via son délégataire, les usagers du SEBA contribuent déjà au Fonds Unique du Logement (FUL) géré par le Conseil Général de l'Ardèche à hauteur de 0,2049 € par facture. Dans les faits, cette contribution permet des abandons de créances des usagers les plus fragiles.

L'expérimentation souhaitée par le SEBA impliquerait davantage le FUL pour l'étude des cas des usagers en difficulté sociale dès lors que la facture d'eau potable et d'assainissement dépasserait 3 % des revenus du foyer. Les modalités techniques restant à définir entre le SEBA et le Conseil Général, gestionnaire FUL, ainsi que pour la gestion et le suivi des dossiers d'aide.

De son côté, le SEBA pourrait prélever une quote-part (de l'ordre de 1 à 2 centimes par m3 consommés) du produit de ses recettes pour alimenter de manière satisfaisante le FUL et, ce, sans augmentation de la facture des usagers. Cette expérimentation pourrait être étendue à un périmètre plus important avec d'autres collectivités compétentes en matière d'eau potable (et d'assainissement).

Tel est schématiquement le principe de cette expérimentation pour laquelle le SEBA souhaite déposer sa candidature, laquelle repose sur la nécessaire implication des Services Sociaux du Conseil Général, le SEBA n'ayant pas vocation à traiter dans le détail des cas sociaux et n'ayant aucune personne qualifiée pour ce faire.

L'ensemble du dispositif a été présenté en séance tant dans ses obligations que dans ses modalités d'application proposées.

Il a fait l'objet d'une présentation réglementaire à la Commission Consultative des Services Publics Locaux lors de sa séance du 2 décembre 2014. Celle-ci a émis un avis favorable, tel que joint **en annexe** à la présente délibération.

Le Comité Syndical est appelé à :

- Approuver le principe de cette expérimentation sur les bases énoncées étant précisé qu'une fois le dossier accepté par l'Etat, celui-ci pourra être amendé ;
- Demander que le SEBA dépose un dossier de candidature ;
- Autoriser le Président à faire toutes les démarches nécessaires pour mener à bien cette opération.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL

JP/RT

EXTRAIT DU REGISTRE DES AVIS DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX DU 2 DECEMBRE 2014 SUR TARIFICATION SOCIALE – EXPERIMENTATION – PRINCIPE ET CANDIDATURE -

L'an deux mille quatorze, le deux du mois de décembre à quatorze heures trente minutes, la Commission Consultative des Services Publics Locaux du S.E.B.A., dûment convoquée par le Président du Syndicat, s'est réunie au Siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE sous la présidence de Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Présents :

Président du Syndicat :

- M. Jean PASCAL,

Association des Consommateurs
de la Fontaulière :

- M. Jacques COLOM Y CANALS

UFC QUE CHOISIR :

- M. Jean-François TODESCHINI-DEIBER

Excusé :

Délégué du Comité Syndical :

- M. Michel RISSE,

Absents :

Délégués du Comité Syndical :

- M. Angelin RAMANMALI,
- Mme Annie CHARROUD,
- Mme Lise TAULEIGNE,

ASSECO CFDT :

- M. Guy CLEMENT

UDAF :

- M. Benoît MONTICCILOLO,

Assistaient également à la réunion :

SAUR :

- M. Yoann RENAULT,

SEBA :

- M. Gilles THOMAS, Directeur Général des Services,
- Mme France NUBLAT, Directrice des Services Techniques,
- Mme Catherine HEQUETTE, Chef des Services Administratif et
Financier.

Le Président fait part à la Commission de la nécessité de se prononcer sur la tarification sociale. En effet, la loi Brottes et plus particulièrement son article 28 ouvre la possibilité pour les Collectivités qui le souhaitent de mettre en œuvre une expérimentation pour un tarif social de l'eau. Le SEBA entend contribuer au débat et, si possible, être retenu pour mettre en œuvre son projet dès lors qu'il aura été validé par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie.

Compte tenu de la composition socio-économique des 23 000 usagers du SEBA, une étude **sondage** sur une tarification progressive fait apparaître qu'un tiers d'usagers du SEBA vit sous le seuil de pauvreté, et que, a contrario, un autre tiers vit de l'économie touristique (hôtellerie de plein air, mais aussi gîtes, chambres d'hôtes et résidences secondaires). De ce fait, il est peu opportun de mettre en place un dispositif de gratuité des « premiers mètres-cubes qui avantagerait certes les usagers fragiles, mais dont bénéficierait mutatis mutandis également les usagers propriétaires de résidence secondaire ».

Le SEBA, établissement public à caractère industriel et commercial a, l'obligation de couvrir l'intégralité de ses dépenses par les recettes de ses usagers. Il a mis en place depuis longtemps, et bien avant la loi WARSMANN, une formule de dégrèvement permettant de réduire la facture pour des raisons essentiellement techniques (fuite d'eau) sans réelle discrimination sociale. En revanche, via son délégataire, les usagers du SEBA contribuent déjà au Fonds Unique du Logement (FUL) géré par le Conseil Général de l'Ardèche à hauteur de 0,2049 € par facture. Dans les faits, cette contribution permet des abandons de créances des usagers les plus fragiles.

L'expérimentation souhaitée par le SEBA impliquerait davantage le FUL pour l'étude des cas des usagers en difficulté sociale dès lors que la facture d'eau potable et d'assainissement dépasserait 3 % des revenus du foyer, les modalités techniques restant à définir entre le SEBA et le Conseil Général, gestionnaire FUL, ainsi que pour la gestion et le suivi des dossiers d'aide.

De son côté, le SEBA pourrait prélever une quote-part (de l'ordre de 1 à 2 centimes par m3 consommés) du produit de ses recettes pour alimenter de manière satisfaisante le FUL et, ce, sans augmentation de la facture des usagers. Cette expérimentation pourrait être étendue à un périmètre plus important avec d'autres collectivités compétentes en matière d'eau potable (et d'assainissement).

Tel est schématiquement le principe de cette expérimentation pour laquelle le SEBA souhaite déposer sa candidature, laquelle repose sur la nécessaire implication des Services Sociaux du Conseil Général, le SEBA n'ayant pas vocation à traiter dans le détail des cas sociaux et n'ayant aucune personne qualifiée pour ce faire.

Le Président propose à la Commission d'émettre un avis sur les points suivants :

- APPROUVER le principe de cette expérimentation sur les bases énoncées étant précisé qu'une fois le dossier accepté par l'Etat, celui-ci pourra être amendé ;
- DEMANDER que le SEBA dépose un dossier de candidature.

M. Jacques COLOM Y CANALS demande s'il ne serait pas possible d'abonder les CCAS par ces sommes prélevées plutôt que de les verser au Conseil Général.

Le Président répond que les Communes gèrent différemment leurs CCAS et qu'il tient à préserver l'équité des usagers d'une part et qu'il est nécessaire de recourir à une véritable expertise sociale d'autre part, laquelle n'existe pas en zone rurale en dehors des services sociaux du Conseil Général.

M. Jean-François TODESCHINI-DEIBER craint que la somme soit perdue dans la masse du budget du Conseil Général.

Le Président répond qu'il vise à obtenir qu'une bonification soit apportée aux usagers du territoire du Syndicat. Il doit rencontrer à cet effet le Vice-Président en charge de ces dossiers, M. Jean-Paul MANIFACIER. Il ne souhaite pas que les sommes versées soient fondues dans un fonds global.

Après en avoir débattu, et à l'unanimité des membres présents, la Commission émet un avis favorable sur ces propositions.

Après avoir recueilli cet avis, le Président rappelle :

- que cet avis sera communiqué au Comité Syndical lors de sa séance du 8 décembre 2014 ;
- que cet avis sera joint à la délibération dudit Comité Syndical.

Pour extrait certifié conforme,

Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL